

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-grand-retour-du-mercantilisme>

Le grand retour du mercantilisme ?

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : vendredi 11 janvier 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Histoire économique est en grande partie un combat entre deux écoles de pensée : le libéralisme et le mercantilisme. L'économie libérale qui privilégie l'entrepreneuriat privé et les marchés est actuellement la doctrine dominante. Mais sa victoire intellectuelle masque le caractère attractif et les succès fréquents du mercantilisme. En réalité ce dernier n'a pas disparu, il se porte même bien, et sa confrontation permanente avec le libéralisme va probablement constituer une force qui contribuera à dessiner les contours de l'économie mondiale de l'avenir.

On rejette généralement le mercantilisme comme un ensemble d'idées archaïques et manifestement erronées quant à la politique économique. Il est vrai qu'à son apogée, ses partisans avançaient des notions très étranges, notamment l'idée que l'accumulation de métaux précieux (l'or et l'argent) devait guider la politique d'un pays.

Dans son ouvrage de 1776, *La richesse des nations*, Adam Smith a démolé de main de maître nombre de ces idées. Il a montré notamment qu'il ne faut pas confondre argent et richesse. Ainsi qu'il l'a formulé, « la richesse d'un pays ne se limite pas à son or et à son argent, elle inclut ses terres, ses bâtiments et ses biens consommables de tout ordre ».

Pourtant, il serait plus exact de penser le mercantilisme comme une manière différente d'organiser les relations entre l'Etat et l'économie, une vision tout aussi pertinente aujourd'hui qu'au 18^e siècle. Les théoriciens du mercantilisme comme Thomas Mun étaient de farouches partisans du capitalisme, mais ils proposaient un autre modèle que le libéralisme.

Ce dernier considère que l'Etat est un mal nécessaire et que le secteur privé cherche intrinsèquement une rente de situation. C'est pourquoi il veut une séparation stricte entre l'Etat et le secteur privé. De son côté, le mercantilisme propose une vision corporatiste dans laquelle l'Etat et le secteur privé sont des alliés qui coopèrent dans la poursuite d'objectifs communs (par exemple la croissance ou la puissance économique du pays).

On peut chercher à disqualifier le mercantilisme en le qualifiant de capitalisme d'Etat ou de népotisme, mais quand il fonctionne (comme c'est souvent le cas en Asie), on l'encense parce qu'il favorise le partenariat public-privé et l'émergence d'un Etat favorable à l'entreprise privée. Les pays à la traîne sur le plan économique savent que le mercantilisme peut leur être utile. Même en Grande-Bretagne, le libéralisme classique n'est arrivé qu'au milieu du 19^e siècle, autrement dit quand le pays était *déjà* une puissance industrielle dominante.

Une autre différence oppose les deux modèles, l'un privilégie l'intérêt des producteurs et l'autre celui des consommateurs. Pour les libéraux, le consommateur est roi. L'objectif ultime de la politique économique est d'accroître le potentiel de consommation de la population, ce qui suppose de lui donner un accès facile aux biens et services au meilleur prix. A l'opposé, les mercantilistes privilégient le côté productif de l'économie. Pour eux, une économie saine repose sur une structure de production efficace, tandis que la consommation est sous-tendue par le plein emploi et des salaires adéquats.

Comme l'on peut s'y attendre, ces deux modèles conduisent à des politiques économiques différentes : pour l'un il faut encourager l'importation, pour l'autre l'exportation. Le libéralisme favorise les importations, le moins cher elles sont, mieux c'est, même si cela se traduit par un déficit commercial. Le mercantilisme encourage les exportations, les échanges étant le moyen de soutenir la production intérieure et l'emploi.

La Chine contemporaine porte le flambeau du mercantilisme, même si les dirigeants chinois ne sont pas prêts à l'admettre, car le terme résonne encore de manière péjorative. Une grande partie du miracle chinois est le résultat d'une politique volontariste qui a soutenu, stimulé et subventionné ouvertement les producteurs industriels chinois et étrangers.

Le grand retour du mercantilisme ?

Même si la Chine a mis fin à nombre de ses subventions explicites à l'exportation pour devenir membre de l'OMC en 2001, son système de soutien au mercantilisme est encore largement en place. Ainsi l'Etat a géré le taux de change de manière à maintenir le profit des producteurs manufacturiers, ce qui s'est traduit par un excédent commercial confortable (qui a baissé récemment en raison notamment du ralentissement économique). Par ailleurs, les entreprises tournées vers l'exportation continuent à bénéficier d'un ensemble d'avantages fiscaux.

Du point de vue libéral, ces subventions à l'exportation bénéficient aux consommateurs étrangers, mais appauvrissent les consommateurs chinois. Une [étude récente](#) de Fabrice Defever et d'Alejandro Riaño, deux économistes de l'université de Nottingham, évalue les « pertes » de la Chine à 3% de ses revenus et les gains pour le reste du monde à 1% du revenu mondial. Mais pour les mercantilistes, il ne s'agit là que du coût de la construction d'une économie moderne et du cadre nécessaire à la prospérité à long terme.

Ainsi que le montre l'exemple des subventions aux exportations, ces deux modèles peuvent coexister harmonieusement dans l'économie mondiale. Les libéraux pourraient être satisfaits de voir leur consommation subventionnée par les mercantilistes.

Telle est en résumé l'histoire des 60 dernières années : les uns après les autres, toute une série de pays asiatiques ont progressé à pas de géant en appliquant diverses variantes du mercantilisme. Les pays riches n'ont guère prêté attention lorsque le Japon, la Corée du Sud, Taiwan et la Chine ont protégé leur marché intérieur par des mesures protectionnistes, fait main basse sur la propriété intellectuelle, subventionné leurs producteurs et géré le taux de change de leur devise.

Nous arrivons maintenant au terme de cette coexistence harmonieuse. Du fait de la montée des inégalités, des épreuves endurées par les classes moyennes occidentales et de la crise financière liée à la déréglementation, le libéralisme a perdu son aura. Dans le meilleur des cas, les perspectives de croissance des économies usaméricaines et européennes sont médiocres. Le chômage restera un casse-tête et une préoccupation majeure pour les responsables politiques. On peut donc s'attendre à une poussée en faveur du mercantilisme dans les pays avancés.

Dans ce contexte, le nouvel environnement économique augmentera les tensions entre les pays engagés sur la voie libérale et ceux engagés sur la voie mercantiliste. Il pourrait aussi relancer le débat sur le meilleur modèle de capitalisme.

Dani Rodrik pour *Project Syndicate*.

Original : « [The New Mercantilist Challenge](#) »

Traduit de l'anglais par : Patrice Horovitz

[Projecto Syndicate](#). Cambridge, le 9 janvier 2013.

*Post-scriptum**: **Dani Rodrik** est Professeur en el *International Political Economy at Harvard University's Kennedy School of Government* et un chercheur de premier plan sur la mondialisation et le développement économique. Son livre le plus récent est : « *The Globalization Paradox : Democracy and the Future of the World Economy* ».